

« Quel avenir pour la bio en Gironde ? »

Table ronde du 16/04/13 à la Maison écocitoyenne
Organisée par l'UPE – Université Populaire de l'Environnement

Re transcription intégrale du débat – Les propos tenus par les participants n'engagent qu'eux-mêmes.

Intervenants

Silvia Pérez-Vitoria, sociologue et économiste

Jean-Luc Piva, viticulteur bio, représentant de la FDSEA (Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles)

Dominique Techer, viticulteur bio, représentant de la Confédération paysanne

Alain Dejean, viticulteur en biodynamie, représentant de la Coordination rurale

Et en présence de **Philippe Baqué**, journaliste

Modération **Pascal Bourgois**, coordinateur de l'Université Populaire de l'Environnement (UPE), animateur du débat

Excusé : **Pierre-Christophe Mounier**, directeur d'Agrobio

Contexte

Rencontre organisée dans le cadre de l'UPE et Maison de la Nature et Env Aquitaine (MNE)

L'UPE est une initiative qui depuis 3 ans met en débat des thématiques liées à l'environnement, l'énergie, la mobilité...

- *Actualités* : Lundi 22 avril - diffusion du film Pierre Rabhi "Au nom de la Terre" au Cinéma Jean-Eustache à Pessac
- L'UPE a un partenariat avec l'université Bordeaux 4 et propose chaque premier jeudi du mois « *les jeudis de l'écologie* » avec des invités tels que Corinne Lepage, Yves Cochet, Dominique Bourg...

Retrouvez l'ensemble des actions de l'UPE sur leur site <http://www.upeaquitaine.org/>

Conférence

Introduction de Pascal Bourgois - Extraits d'une dépêche de l'AFP « Revers pour l'agriculture bio avec un coup d'arrêt des conversions » [http://www.goodplanet.info/layout/set/print/Contenu/Depeche/Revers-pour-l-agriculture-bio-avec-un-coup-d-arret-des-conversions/\(theme\)/](http://www.goodplanet.info/layout/set/print/Contenu/Depeche/Revers-pour-l-agriculture-bio-avec-un-coup-d-arret-des-conversions/(theme)/)

Notre agriculture est dans une impasse, c'est une banalité de le dire.

Même s'il est utile de rappeler la situation actuelle et les causes de cette impasse ainsi que ses responsables, il est surtout nécessaire et urgent d'en sortir.

Ensemble et non les uns contre les autres.

Avec les efforts de tous, il s'agit donc de trouver une autre direction pour l'agriculture, qui soit plus écologique, porteuse d'espoir, avec des enjeux et des perspectives claires pour les agriculteurs mais

aussi pour nos territoires, pour l'agro-alimentaire, pour l'activité et l'emploi, pour la nature enfin, que nous avons bien abîmée depuis 60 ans d'agriculture industrielle... et dont nous avons besoin pour vivre !

Ce qui nous a menés dans l'impasse actuelle ne peut plus durer : la fuite en avant vers « toujours plus ». Il faut au contraire renverser nos priorités, mettre en avant le bien-être de tous et la coopération plutôt que la compétition et la lutte.

Il ne s'agit pas d'abord de gagner ou produire plus mais de vivre mieux.

Retrouver la fierté de son métier, essentiel pour chacun et pour l'humanité, la fierté et la qualité de beaux produits, de territoires vivants et porteurs de projets.

Que chaque pays ou région du monde puisse nourrir sa population, que les animaux ne soient plus élevés dans la souffrance, que les espèces soient préservées.

Plutôt qu'un rêve, il s'agit d'un choix collectif qui demande un changement fort à la fois de la politique agricole et agro-alimentaire, mais qui ne se réalisera pas sans le concours des paysans comme des citoyens consommateurs.

Les changements nécessaires sont nombreux et complexes.

Il faut changer les règles du jeu du commerce international pour arrêter d'exporter n'importe quoi.

Il faut permettre aux peuples de se nourrir mais aussi arrêter d'importer la misère avec les agro-carburants ou le soja OGM.

Il faut renouveler profondément la PAC, dont une partie des objectifs reste valable mais a été dévoyée au fil du temps. Globalement, il faut redéfinir clairement ses objectifs.

Il faut aussi mettre fin à la cogestion malsaine qui profite à quelques-uns au détriment de la plupart, réinstaller des agriculteurs au lieu d'agrandir les exploitations, changer les priorités de recherche et d'enseignement.

Il faut enfin réconcilier la ville et la campagne, les agriculteurs et le milieu rural, dans des territoires vivants.

L'agriculture bio est probablement un des moyens les plus intéressants pour aller dans cette direction. Quel est l'avenir de la bio en Gironde ? A un moment ou l'augmentation de la production bio ralentie.

64% des Français ont consommé bio en 2012 et la part des consommateurs réguliers (au moins une fois par mois) s'élève à 43% alors qu'elle était de 37% en 2003 et de 40% en 2011 (Source Agence Bio <http://www.agencebio.org/comprendre-le-consommateur-bio>)

Jean-Luc Pivat est vigneron bio. Son grand-père avait déjà aboli les produits chimiques dans les années 50. Son exploitation est certifiée bio en 1984, il exporte aux USA à partir de 2007 et est le 1^{er} vigneron d'Europe à avoir la certification Bio Canada en 2007. Son exploitation a une superficie de 46 hectares de vignes et 40 hectares de céréales pour l'élevage.

"Nous ne passons pas par un négociant en vin.

3000 agriculteurs deviennent bio en 2007 mais il faut noter que 700 agriculteurs ont arrêté la bio car ils n'avaient pas assez de connaissances, d'expériences matérielles.

Il y a une crise dans le vin, les gens essaient de survivre, les viticulteurs ont des rapports de pression avec les négociants. C'est pourquoi la bio est difficile. Je souhaite que ça continue, on verra avec le développement des AMAP, plus il y aura de circuits parallèles au circuit de la grande distribution, plus les maraichers, agriculteurs, éleveurs... s'y accrocheront. Il existe des formules Drive (pas que bio mais proximité) qui marchent très bien."

Dominique Techer est vice-président d'AgroBio Gironde, il possède un domaine viticole de 22 hectares.

"Le premier point problématique dans l'agriculture biologique est l'incapacité des pouvoirs publics à mettre en place des règles simples, lisibles et à long terme. Ils mettent tous les jours un nouveau plan en place et peu compréhensible (devoir traduire la sphère bureaucratique aux agriculteurs qui

veulent s'insérer dans le milieu). Les pouvoirs publics sont incapables de définir un cadre clair. Ca renvoie à un manque de volonté des pouvoirs publics qui serait le reflet du syndicat le plus présent.

Le frein est la perte de la culture paysanne. **Depuis 50 ans, les paysans ont appris à se déposséder de leurs savoirs historiques au profit des technico-commerciaux** qui viennent vendre des techniques. **Il faut réacquérir ces savoirs.** Prenons l'exemple des plantes spontanées : on peut définir les caractéristiques d'un sol grâce aux plantes qui y poussent. Il y a aujourd'hui une perte de la bonne agronomie. Il y a l'agronomie que l'on apprend à l'école et celle du technico-commercial qui s'en sert pour mieux vendre ses produits.

Pour parler de viticulture, il y a le problème de la grande distribution qui oblige les producteurs à être compétitifs et à baisser leurs prix. La grande distribution est une machine à broyer les producteurs.

Le système en Aquitaine est catastrophique. Il existe aussi un système coopératif largement subventionné qui s'en sert pour brader les prix.

Il faut que la société toute entière se pose la question de son alimentation et pas seulement les agriculteurs."

Alain Dejean a un domaine en bio depuis 1971. Il a une formation initiale commerciale et est écologiste convaincu.

"Je suis sorti de l'agriculture biologique car j'étais en désaccord avec les règles chimiques de l'AB. J'ai une formation en biodynamie, qui passe par l'augmentation en anions d'oxygène, technique brevetée mais non reconnue.

Au cours des années 80, on reconnaissait la qualité d'un produit s'il était issu d'une agriculture bien nette, bien propre, bien chimique ; aujourd'hui, c'est la bio et demain ?

Sous l'effet de la crise économique, le consommateur va évoluer vers une consommation de proximité, créant un bon rapport entre consommateur et paysan. Le consommateur recherchera un produit naturel de qualité.

Il faut organiser un magasin de vente de producteurs. Pour ce projet de société, il faut aider les agriculteurs qui veulent s'installer, diminuer les complications administratives, mettre en place un système de parrainage (transmission d'un agriculteur confirmé à un débutant, surveillance et diminution des erreurs, ...), comme cela se fait dans la grande distribution. Une formation basée sur le parrainage permettrait de développer l'agriculture régionale, grâce à une meilleure connaissance du climat local."

Silvia Pérez-Vitoria est une économiste, sociologue et documentariste française spécialiste du monde paysan. Elle est co-auteur du livre « La bio entre business et projet de société » et a réalisé le documentaire "Les mandarines et les olives ne tombent pas du ciel".

"Il y a en commun à tous les pays du monde l'idée qu'un pays développé est un pays sans paysan.

C'est une donnée qui explique les politiques agricoles partout dans le monde.

On commence à reconnaître ces pratiques. Il faut trouver une solution sans trop changer de système.

D'où le projet d'agriculture écologiquement intensive proposé par le ministre de l'agriculture Stéphane Le Foll, soutenu par un ingénieur agronome. Il faut se poser des questions au-delà de l'agriculture bio, et penser l'agriculture dans son ensemble car l'agriculture est un formidable gisement d'emploi.

C'est incroyable d'entendre que l'agriculture biologique ne peut pas nourrir le monde alors que l'agriculture intensive n'a pas du tout réussi à le faire : 1 milliard d'êtres humains souffrent de la faim. L'agriculture biologique est la seule qui pourra nourrir l'humanité. Je m'inquiète pour l'agro-écologie actuelle prévue pour la France, c'est un leurre.

Depuis une vingtaine d'années, on voit des agriculteurs se clamer paysan ; ils font des formations, transmettent des connaissances et savoir-faire locaux, ancrés régionalement. Je porte beaucoup d'espoir en ces mouvements, c'est un choix fondamental de société."

Penser global agir local

Questions et interventions du public

Q1 : *élu local soutien agriculture biologique depuis 1973*

"Ça n'est pas si facile selon le type de culture. Je pense qu'il faut qu'il y ait un effet de masse, que plus de gens achètent les produits bio et que plus d'agriculteurs passent au bio. Il faut résoudre cet ensemble de problèmes."

Alain D : "Le système de distribution bio marche comme un commerce des années 60, il y a beaucoup de marges commerciales (magasins). Les marges de fonctionnement de la centrale Leclerc sont de 1,8% / biocoop 28 %. Il est anormal que la bio soit aussi chère, il y a une corporation qui s'en met plein les poches parce que c'est à la mode. La consommation du bio en grande distribution est de 0,08%. 65% des produits alimentaires consommés en France arrivent de l'étranger."

Silvia P : "Je pense que depuis 20 ans le sujet agricole est revenu sur le devant. On n'a jamais autant parlé d'agriculture, les jeunes veulent s'installer... les sociétés changent, des choses nouvelles sont en train de se passer. On ne sait pas ce que ça peut donner mais le débat est là. On ne peut pas faire l'économie de se poser des questions sociales qui sont réelles."

Dominique T : "le coup de la dépollution de l'eau est de 54 milliards d'euros. La PAC, politique agricole commune, est une prime historique pour les agriculteurs qui ont le meilleur rendement. D'où le développement des activités intensives.

L'agriculture n'était plus un sujet politique il y a quelques années, aujourd'hui c'est un problème que la société doit prendre en main. Il y a aussi les problèmes de santé publique liée aux pesticides... Les agriculteurs ont leur mot à dire et la société a le droit de savoir ce qu'est son alimentation."

Jean-Luc P :

"La civilisation a changé : dans les années 50, la moitié du budget était dévolue à l'alimentation. Aujourd'hui, le budget moyen d'un français pour les médicaments et la santé est de 12,6 % mais n'est plus que de 11,9% pour l'alimentation. L'alimentation bio ne coûte pas cher par rapport à l'alimentation issue de cultures intensives, dont on oublie de compter les impacts sur les nappes phréatiques et la santé. Le coût réel de ces produits est donc bien plus élevé.

Les vignerons et les agriculteurs commencent à prendre conscience des dangers des produits chimiques pour la santé (cancer, tumeurs...)

Q2 "Il faut tenir compte du coût de la main d'œuvre agricole"

Q3 "Il faut faire table rase du passé, totalement changer le système"

Q4 "Le changement vient du consommateur. L'élément le plus représentatif, c'est le prix qui doit correspondre à une réalité. Le consommateur n'a pas les moyens de savoir d'où vient le prix. Il faut qu'il soit informé pour se responsabiliser. Un produit doit être transparent sur son impact environnemental."

Q5 "Consommer en Biocoop ou en grande surface sont des choix politiques"

Q6 "La PAC : depuis 92, on a subventionné une agriculture productiviste. Il n'y a plus que des managers d'entreprises, ce qui mène à la disparition de la paysannerie."

Q7 Brigitte Beau- Poncie, chargée de mission Agenda 21 à la Ville de Bordeaux "Les médias parlent de plus en plus de ces questions qui font partie des problématiques posées depuis plusieurs années par les Agendas 21, notamment celui de Bordeaux. C'est encourageant. Cela va dans le sens du développement durable, de la santé, du soutien au tissu agricole de proximité et du manger sain. Les enfants sont éduqués dans les écoles; le taux de bio dans les cantines de la Ville a atteint 23,66% en 2012 (0% en 2008) mais peine à croître faute de producteurs locaux. L'Agenda 21 est un outil qui peut permettre faire avancer cette cause, il faut apprendre à s'en servir comme d'un levier. »

Dominique T : "Il existe une contrainte considérable sur le foncier lorsque les jeunes veulent s'installer. C'est un parcours du combattant pour posséder un terrain viable c'est-à-dire 4 hectares, un point d'eau, un bâtiment. Les collectivités locales doivent aider ces jeunes à s'installer. C'est en enjeu complexe."

Jean-Luc P : "On a des outils, comme la Safer, qui peut acquérir des terrain et les mettre à disposition des agriculteurs. Ne peut-on pas imaginer un montage entre les collectivités et la SAFER ?"

Dominique T : "On a mis en place dans les années 60 des règles que les agriculteurs ont suivies. Mais ces règles sont complexes et favorisent les exploitations intensives. Si des règles simples étaient mises en place, les agriculteurs pourraient les accepter."

Silvia P : "Le rôle du consommateur est primordial. La prise de conscience des consommateurs sur leur acte d'achat est fondamentale."

Q8 : Quand vous êtes confronté à des agriculteurs qui veulent rentabiliser, c'est très difficile. Je suis agricultrice et je cherche un terrain de 40 hectares pour y mettre 40 vaches pour rester bio. Le terrain et la maison coûtent 250 000 euros mais je ne peux pas obtenir de prêt et je n'ai pas de soutien. Aujourd'hui j'ai 5 hectares et je suis dans l'impasse.

Véronique Baugé : Présentation de Terre de Liens, association d'aide à l'installation de nouveaux producteurs pour alimenter les territoires.

Q10 : Présentation de *Terre en partage*, association dont le but est de repartir sur les fondamentaux de la coopération. L'idée est de s'unir dans un réseau collectif de petites fermes maraîchère (<10 ha) dans le sud gironde ayant pour objectif de créer un groupe pour avoir la puissance commerciale de répondre à des appels d'offre locaux.

Q11 : "Je suis étudiante en Architecture, je m'intéresse à l'aménagement du territoire : je pense qu'il faut lier agriculture et ville, unir les différents acteurs. Nous étudions des projets d'éco-quartiers que nous pouvons vous présenter"

Q12 : Confédération paysanne "L'important est de stopper l'agrandissement des exploitations."

Alain D : "Dans les centrales d'achat, on négocie toujours le prix à la baisse auprès des agriculteurs. Je préfère parler de valeur plutôt que prix ; une valeur est irréfutable, un prix peut se discuter. La valeur devrait s'appuyer sur la transparence des produits (résultats d'analyse de recherche de pesticides ou de fongicides), le consommateur serait plus confiant envers un producteur s'il connaissait ces données.

En France dans le monde dans le domaine agricole, la vente à perte est permise. Il faut légiférer pour empêcher cela sinon les agriculteurs ne peuvent pas survivre."

Silvia P : " Il y a une baisse des prix agricoles car nous sommes dans un modèle du bas prix. Un rapport de force social est nécessaire. Le prix effectif ne prend pas en compte le prix environnemental, le prix des transports (externalités)... Le prix n'est pas réel. On devrait partir de ce qui permet à un agriculteur de vivre et définir un prix."

Dominique T : "Il y a une course contre la montre, la dualité de l'agriculture est plus forte que jamais. Il y a un changement climatique en cours, perçu par les viticulteurs depuis 10 ans."

Jean-Luc P : "Les consommateurs ont toutes les cartes. Le commerce se régularisera automatiquement si le consommateur fait les bons choix, choisit local, choisit bio. Le développement des AMAP est à encourager."

Silvia P : "Malheureusement, il y a des entreprises qui mettent en place des liens entre producteurs et consommateurs en échange d'un pourcentage souvent élevé. Il y a un marché. Il faut donc être attentif à ces nouveaux intermédiaires."